

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
RABAT
Maroc

Sous le haïk blanc de Figuig la nappe en résistance

Par Dounia Z.Mseffer
Décembre 2025

SOMMAIRE

À PROPOS DE L'AUTRICE	5
INTRODUCTION	7
L'EAU EN HÉRITAGE L'ÂME D'UNE CIVILISATION OASIENNE	8
LA TWIZA UN RÉSEAU NÉ DE LA SOLIDARITÉ	9
AGOUDASS L'HORLOGERIE DE PIERRE	10
LA KHARROUBA L'EAU COMME MONNAIE	11
DE L'AUTONOMIE À L'URGENCE LA NAPPE SOUS PRESSION	12
UN DROIT INALIÉNABLE FACE À L'ÉTAT	13
"HAQ L-MA" CONTRE LA LOGIQUE DE MARCHÉ	15
LA GENÈSE DU HIRAK SIX PERSONNES ET UN SMARTPHONE	16
DÉMISSIONNER POUR RÉSISTER LE PRIX DU REFUS	18
LE HIRAK UN COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE	20
"LA SAGESSE OASIENNE APPLIQUÉE À LA POLITIQUE"	21
BRISER L'ENCLAVEMENT MÉDIATIQUE LA LUTTE 2.0	22
LE HAÏK UNE ARMURE DE LAINE	23
LA MÉMOIRE DE L'EAU	24
UN MILLION DE MINUTES DE DIGNITÉ	27
ENCADRÉ TOUGHAY, LE BASTION DES FEMMES	28

À PROPOS DE L'AUTRICE

Journaliste depuis 2002, *Dounia Z. Mseffer* traite essentiellement de sujets sociétaux : droits des femmes, droits des personnes en situation de handicap, précarité au Maroc, mariage des enfants, situation des migrants au Maroc et ailleurs, ainsi que l'impact des changements climatiques sur les populations locales.

Entre 2019 et 2020, elle a co-réalisé pour le compte de l'UNESCO une étude sur les perceptions sociales à l'égard des personnes en situation de handicap au Maroc, accompagnée de capsules vidéo et de podcasts documentaires consacrés à cette thématique. Elle a également contribué à trois ouvrages collectifs publiés par la maison d'édition indépendante En Toutes Lettres : *Migrations au Maroc : l'impasse ?* (2019), *Maroc : Justice climatique, urgences sociales* (2021) et *Travailleuses invisibles, les métiers de la discrimination* (2022).

En 2023, elle a co-produit, avec la Fondation Heinrich-Böll et Les Bonnes Ondes, deux podcasts consacrés à la migration climatique : *Aatchanine* et *Hdit El Ard*. En 2024, elle a poursuivi cette collaboration à travers la série de podcasts *Vers une Agriculture Durable*. La même année, elle a réalisé un reportage, en partenariat avec la Fondation Heinrich-Böll, intitulé *Pesticides au Maroc : le prix amer de l'abondance*.

Dounia est également membre fondatrice du Réseau Marocain des Journalistes des Migrations (RMJM).

À Figuig, la résistance porte un vêtement de laine blanche : le haïk. Depuis plus de deux ans, les femmes de cette oasis millénaire se sont imposées comme le fer de lance d'un mouvement citoyen sans précédent : le Hirak de l'eau. Leur combat ? Défendre la nappe phréatique unique, qui alimente aussi bien les foyers que les palmiers, et protéger un contrat social gravé par la sueur des ancêtres contre la marchandisation dictée par la loi 83-21. Voyage au cœur d'une oasis en résistance.

Par Dounia Z. Mseffer

INTRODUCTION

21 novembre 2025. 17h. Comme chaque vendredi, devant la municipalité de Figuig, le long des murs ocre, une ligne interminable de femmes est installée à même le sol. Drapées dans le blanc immaculé de leur haïk en laine, ces femmes ne sont plus seulement des épouses ou des mères, elles sont devenues, en deux ans, le moteur d'une résistance citoyenne inédite : le Hirak de l'eau. Ensemble, et d'une même voix, elles scandent sans relâche : "Les eaux de Figuig ne sont pas à vendre", "Non à la société (la li charika)". Le point de bascule ? La loi 83-21. Un texte technocratique qui prévoit de confier l'eau, l'électricité et l'assainissement à des Sociétés Régionales Multi-services (SRM). Derrière les portes closes de cette municipalité devant laquelle elles siègent aujourd'hui, le texte a été entériné sans elles. Le 26 septembre 2025, les femmes de Figuig ont franchi un cap symbolique : le million de minutes de contestation. "On ne réclame pas la charité, mais le respect d'un droit ancestral", martèle Mekkia, une manifestante. "Si une entreprise vient nous prendre notre ressource, l'oasis disparaîtra. Nous ne nous laisserons pas faire car nous nous battons pour les prochaines générations", affirme Naïma, une agricultrice qui a repris l'exploitation familiale.

Mais la résistance a un prix. L'arrestation en février 2024 de Mohamed Brahmi, surnommé MoVo, membre actif du mouvement, condamné à huit mois de prison ferme, a agi comme un électrochoc. D'un combat pour la gestion d'une ressource, la mobilisation a basculé dans une lutte pour la liberté et la dignité. Et loin de briser l'élan des Figuiguis, la répression a soudé les rangs. Car à Figuig, ce n'est pas qu'un combat local, c'est la menace d'une extinction sociale. Et une question fondamentale se pose : peut-on privatiser l'essentiel, l'eau, un bien collectif, au nom d'une logique de marché ?

Nichée à 900 mètres d'altitude à l'extrême Sud-est du Maroc, Figuig est une sentinelle. Constituée de sept ksour sur une superficie de 35km² et peuplée de 10.449 habitant.e.s selon le recensement de 2024, Figuig est une île de verdure au creux d'un cercle montagneux et entourée par la frontière algérienne sur trois côtés. Ici, on survit en vase clos depuis des siècles. Cet enclavement total a forgé un caractère d'acier : à Figuig, on ne compte que sur soi et sur la nappe phréatique. Si la source se tarit, l'exil est la seule issue. "Ici, l'eau n'est pas une marchandise que l'on délègue à une société basée à 400 kilomètres de là ; c'est le sang qui coule dans les veines de la palmeraie, un bien commun arraché au désert par le génie des anciens", affirme fermement Fatima, une manifestante.

L'EAU EN HÉRITAGE : L'ÂME D'UNE CIVILISATION OASIENNE

La beauté de Figuig ne s'arrête pas à ses paysages; elle plonge dans les racines de l'humanité. Cette région est l'une des plus riches du Maroc en témoignages archéologiques. Historiquement, cette oasis était bien plus qu'une zone agricole: c'était le poumon économique du désert, un carrefour caravanier indispensable et une étape sacrée pour les pèlerins en route vers les lieux saints. Figuig n'est ni la ville, ni la campagne ; c'est une oasis, un patrimoine matériel et immatériel. "Notre eau fait un long voyage : elle provient du Moyen et du Haut Atlas. C'est là-bas, grâce aux pluies et à la neige, que notre nappe se régénère, car ici les précipitations ne dépassent pas les 120 millimètres par an. Pour capter cette ressource, nos ancêtres ont accompli un ouvrage pharaonique", dit Fatiha Kadi, membre active de la Coordination locale du plaidoyer sur les affaires de l'Oasis de Figuig, créée au début du Hirak de l'eau. Pour saisir ce lien viscéral, direction Ksar Zenaga. C'est ici que Majid Boudia, agriculteur et aiguadier (Asrayfi), veille sur la source Tzaddert, une des plus importantes sources de Figuig qui représente plus de 40 % des ressources de l'oasis. Majid est l'héritier d'une longue lignée de Asrayfis et l'un des experts derrière l'inscription de Figuig comme système ingénieux du patrimoine agricole (SIPAM) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2022¹. "L'oasis n'est pas une création naturelle. Ce sont nos ancêtres qui ont transformé cette

partie du désert en un lieu de vie grâce à des systèmes d'irrigation ingénieux, en exploitant la nappe phréatique et en cultivant des palmiers pour créer des écosystèmes durables et des habitats humains. Et ces savoir-faire ancestraux, basés sur la gestion de l'eau et la solidarité, sont essentiels pour notre survie et notre culture", explique Majid. Il rappelle que l'histoire de l'eau à Figuig est d'abord celle d'un effort physique partagé notamment par les femmes qui portaient jadis des jarres en terre de 30 litres. Pour alléger leur charge et faire face à la rudesse du climat, les Figuiguis ont construit un système ingénieux constitué : de khetaras² (des galeries souterraines drainant l'eau des nappes); de séguis (des canaux en terre à ciel ouvert); de répartiteurs, qui sont les nœuds stratégiques distribuant le débit; et de bassins de stockage.

LA TWIZA : UN RÉSEAU NÉ DE LA SOLIDARITÉ

Plus tard, en 1963, avec la création de la commune rurale, des fontaines publiques ont été installées dans les ksour, à proximité des habitations. Puis, un accord coutumier, un pacte orfi, entre la commune et les habitant.e.s a permis la construction d'un réseau d'eau potable. "Comparativement aux autres régions rurales du Maroc à l'époque, Figuig était privilégiée : nous avions de l'eau à domicile très tôt", précise Fatiha Kadi. Ce réseau n'a été ni financé, ni creusé par l'État. Il est né de la Twiza. Ce travail solidaire qui assure la survie de l'oasis depuis des siècles. Chaque famille a ainsi "offert" une part de ses droits d'eau privés pour servir le bien commun, et chacun, selon ses moyens, a contribué à creuser la terre, acheter le matériel et installer les premiers robinets.

Afin d'assurer l'entretien des conduits, les habitant.e.s se sont mis d'accord pour payer un prix symbolique à la commune qui s'est engagée à développer l'oasis en routes, électricité et infrastructures. C'est cette sueur et ce sacrifice qui expliquent pourquoi, aujourd'hui encore, les habitant.e.s estiment que cette eau leur appartient en propre, et non à l'État. La municipalité n'en est finalement que la dépositaire technique, ayant succédé à la Jemaâ pour assurer la transition entre l'ordre traditionnel et l'administration moderne. "C'est cet effort historique qui explique la singularité de l'oasis. Pour nous, l'eau est précieuse, on ne gaspille rien et on réutilise la moindre goutte.

Cette gestion de la ressource est devenue, au fil des siècles, une culture de la survie et a permis de forger une cohésion sociale qui continue à exister aujourd'hui. C'est un patrimoine immatériel viscéral", affirme Majid. Et c'est justement ce contrat social, gravé dans le sol par la sueur de leurs ancêtres, que même le passage à une gestion communale urbaine en 1994 et que les tentatives d'implantation de l'ONEP³ n'a pas effacé, qui constitue aujourd'hui le rempart le plus solide face à la réforme. Car pour Majid et les siens, on ne privatise pas ce que l'on a bâti ensemble et surtout on ne touche pas à l'eau potable, qui provient de la même nappe phréatique que l'eau d'irrigation.



AGOUDASS : L'HORLOGERIE DE PIERRE

En compagnie de Majid, nous nous enfonçons dans le vert de la palmeraie et des jnananes (jardins) de Ksar Zenaga. Car le secret de la survie de Figuig ne se voit pas, il s'écoute. L'eau de l'oasis jaillit aujourd'hui de 22 sources artésiennes, alignées d'ouest en est le long d'une faille, avec une température oscillante entre 37°C et 31°C, et dont le débit total était évalué en 2021 à 181,4 l/s⁴. La recharge des sources dépend d'une aire de grande taille, évaluée à 375 km², elle-même composante d'un énorme impluvium estimé à 2.778 km². Les khattaras captent cette eau sous pression qui jaillit naturellement et chaque ksar, chaque lignage possède ainsi ses propres sources, canaux et bassins. Pour préserver cette indépendance, des petits ponts permettent à deux séguias de se croiser sans jamais mélanger leurs eaux.

Majid nous emmène à la découverte de Agoudass, un répartiteur d'eau construit en pierre depuis des millénaires, situé à plus d'un kilomètre de la source Tzaddert. C'est un véritable labyrinthe à ciel ouvert, une horlogerie de pierre où les rigoles, peintes d'un bleu vif, dessinent une géométrie au ras du sol. Ici, l'eau est d'abord gérée collectivement par les Asrayfis jusqu'aux bassins de stockage, avant d'être distribuée aux parcelles situées

dans différents secteurs de la palmeraie. "Chez nous, l'eau est un bien privé qui se transmet par héritage, indépendamment de la terre. C'est une démocratie hydraulique millénaire où chaque goutte est comptée", précise Majid. C'est ici que le destin de Ksar Zenaga se joue, goutte après goutte. L'eau arrive à Agoudass pour être scindée. Avec ses quatre branches principales qui se subdivisent en une multitude de ramifications, ce dédale offre jusqu'à 64 combinaisons de distribution permettant d'alimenter plus de 2.000 utilisateurs, soit 1.920 kharroubas (parts d'eau) et irriguer près de 300 hectares.



LA KHARROUBA : L'EAU COMME MONNAIE

C'est ici que le travail de Majid prend toute sa dimension : il est le maître de ce puzzle liquide. Un simple chiffon ou une pierre suffit pour ouvrir ou fermer une vanne, offrant une flexibilité totale. Ainsi, si un.e habitant.e acquiert un jardin à l'autre bout de la palmeraie, le jeu des ouvertures permet de rediriger ses parts d'eau vers sa nouvelle terre. Pour réguler ce flux, l'oasis possède près de 200 bassins de stockage. Ces réservoirs, situés près des parcelles, permettent de s'émanciper de la contrainte horaire : ils stockent l'eau la nuit pour irriguer le jour, agissant comme des transformateurs. Penché au-dessus de l'eau,

Majid plonge une perche de bois pour mesurer le débit de son bassin d'une capacité de 600 m³ avec une précision d'orfèvre.

Ici, on ne possède pas des litres, on possède du temps. Une journée de 24 heures compte 32 kharroubas. La kharrouba est une unité de mesure de l'eau en temps : elle correspond à un tour d'eau (nouba) de quarante-cinq minutes tous les 16 jours. Un cycle fixé par les anciens en fonction des besoins biologiques de l'agriculture locale.

Si le débit de la source baisse, la durée d'irrigation reste la même (45 minutes), mais le volume diminue pour tout le monde. La pénurie est ainsi partagée équitablement. Rémunéré en eau (cinq minutes par kharrouba), Majid est à la fois ingénieur, comptable et juge. Il surveille les mesures, dirige l'irrigation, fixe les tours d'eau avant les récoltes et tranche les conflits. "Nous sommes la mémoire vivante de l'eau. Il faut être bon en mathématiques car les calculs sont permanents. Figuig compte plus de trente Asrayfis, dont une dizaine à Ksar Zenaga. Mais je suis le seul à tout connaître et malheureusement, il n'y a pas de relève", confie-t-il.

Cette eau constitue un véritable capital. Aujourd'hui, une kharrouba vaut de l'or : elle peut être hypothéquée pour 20.000 Dhs, vendue entre 40.000 et 50.000 Dhs, ou louée pour environ 700 Dhs par an. Tous les six mois, en octobre et en mai, les aiguadiers et les ayants droit se réunissent pour faire le point sur les transactions et refaire les comptages. "D'ailleurs, en 1903, lors du bombardement de Figuig, les habitant.e.s ont vendu leurs noubas entre eux pour payer l'impôt imposé par le colonisateur français", raconte Majid.

1. <https://www.fao.org/giahs/around-the-world/detail/morocco-ksour-figuig-oasis/fr>

2. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ab8fbb9d-bc84-4275-962e-a1ed52914db4/content>

3. Les khattaras sont des galeries souterraines creusées manuellement par l'homme, à partir de regards verticaux distants d'une dizaine de mètres. En pente faible, elles peuvent atteindre plusieurs kilomètres de longueur, avant de se ramifier en un réseau collecteur de sources souterraines. Ce système a été inscrit au patrimoine national en 2020 et reconnu par l'UNESCO en 2022, des actions sont actuellement en cours pour leur inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO afin de les préserver contre la désertification et le tarissement.

4. ONEP : Office National de l'Eau Potable.

4. <https://www.fao.org/giahs/around-the-world/detail/morocco-ksour-figuig-oasis/fr>

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ab8fbb9d-bc84-4275-962e-a1ed52914db4/content>

DE L'AUTONOMIE À L'URGENCE : LA NAPPE SOUS PRESSION

Mais ce débit, pilier de l'oasis, cache une réalité brutale que les chiffres récents révèlent sans concession. Si Tzaddert impressionne encore, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même, témoignant d'une lente agonie que Majid a documentée au fil des décennies. Selon les données du dossier SIPAM de 2021⁶, l'oasis a perdu, en cinquante ans, 17 de ses 39 sources historiques. Le débit global a fondu de 300 à 180 l/s, amputé par le pompage intensif des nouvelles exploitations situés à l'Ouest de l'"ancienne oasis" et par sept ans de sécheresse qui ne laisse plus de répit aux nappes. Si la source Tzaddert maintient encore Ksar Zenaga en vie avec ses 80 l/s, l'alerte est maximale. Selon les derniers relevés de Majid datant de juin 2025, la situation est encore plus dramatique : "Le débit a extrêmement baissé. Il est de 22 l/s, montant parfois à 35 l/s après les pluies. Certes, le changement climatique et la sécheresse jouent un rôle, mais c'est surtout la pression humaine qui tue l'oasis", martèle Majid.

En 2010, la construction du barrage de Sfisef, situé à 30 km au nord-ouest de Figuig, est lancée, avec pour objectif d'être opérationnel en 2015. Pour gérer cette nouvelle donne et assurer une gouvernance hybride et décentralisée, des associations d'usagers des eaux agricoles (AUEA)⁷ ont été créées dans chacun des sept ksour, réunies en un Conseil local de l'eau. Leur mission : représenter les irrigants auprès des administrations publiques ; organiser la

gestion de l'eau au quotidien, planifier les travaux à entreprendre pour la restauration et l'entretien du réseau d'irrigation (canaux, khattaras et bassins) ; et enfin garantir l'efficacité et la pérennité des chantiers financés par l'État. C'est également ce Conseil qui effectue les demandes de financement auprès de la Direction provinciale de l'agriculture.

Cependant, au lieu de sécuriser l'oasis, le barrage a aggravé la situation. En offrant une illusion de sécurité, il a encouragé l'investissement dans des variétés de palmiers comme le Mejhoul, extrêmement gourmandes en eau, dans les extensions situées à l'extérieur des remparts traditionnels. Mais dès que l'eau est venue à manquer dans le barrage, les propriétaires se sont tournés massivement vers la nappe. "En 1975, il n'y avait aucun puits. Aujourd'hui, on en dénombre plus de 6.000. Rien qu'en 2021, 1.338 puits ont été creusés, créant une pression insoutenable", précise Majid. Pour lui, la conclusion est brutale : "Nous pratiquons une agriculture de subsistance qui respectait le cycle de la nature. L'agriculture d'investissement, elle, ne garantit rien. En perdant le contrôle sur cette eau, c'est tout l'équilibre naturel du microclimat oasien qui menace de s'effondrer. Ce n'est plus une question de droits individuels, c'est une question de survie pour les oasisiens. Si l'on enlève l'eau de l'oasis, il ne restera que le désert".

UN DROIT INALIÉNABLE FACE À L'ÉTAT

Pour Samira Mizbar, socio-économiste originaire de Figuig, cet attachement n'a rien de sentimental ; il est d'abord contractuel et repose sur une légitimité juridique indiscutable. "Les sources artésiennes qui alimentent Figuig appartiennent à des familles. Ce droit est gravé dans le Bulletin Officiel⁸", rappelle la docteure en sciences sociales. "Chaque ayant droit y est répertorié avec sa part précise. C'est un héritage qui constitue le socle même de la citoyenneté oasisienne." Mais, pour Fatiha Kadi, le droit de propriété impose toutefois un devoir de vigilance : "Si nous avons encore de l'eau aujourd'hui, ce n'est pas par chance, c'est parce que nous maîtrisons l'art de la rareté. Nous suivons le rythme de l'eau, nous épousons son débit. Quand elle abonde, nous l'utilisons ; quand elle se retire, nous économisons."

Et même si la SRM est présentée comme un projet national de sécurisation et de modernisation nécessaire face au stress hydrique, le doute persiste dans l'oasis. "Si l'on veut véritablement sécuriser l'eau, pourquoi l'État permet-il encore la multiplication des puits et des motopompes ?", s'interroge Majid. Et d'ajouter : "Nous ne sommes pas contre l'entreprise par principe. Nous acceptons bien l'ONEE⁹ ou les opérateurs télécoms. Notre rejet de la SRM est un attachement viscéral à notre ressource. Si la SRM vient, nous n'allons pas seulement perdre notre eau, mais également notre savoir-faire millénaire et, au final, notre oasis. C'est la survie des futures générations qui se joue".

5. <https://www.fabula.org/actualites/124775/figuig-histoire-culture-et-soufisme.html>
<https://zamani.ma/ca-sest-passe-le-15-mai-1903-la-revolte-de-figuig-zamani/>
 6. <https://www.fao.org/giahs/around-the-world/detail/morocco-ksour-figuig-oasis/fr>
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ab8fbb9d-bc84-4275-962e-a1ed52914db4/content>

7. <https://revues.imist.ma/index.php/ISSM/article/view/16436/9063>

8. Résistances oasisiennes dans le Sud-Est du Maroc, de Samira Mizbar

9. ONEE : Office national de l'électricité et l'eau potable



“HAQ L-MA” CONTRE LA LOGIQUE DE MARCHÉ

C'est dans ce contexte d'urgence vitale que le conflit politique a éclaté. Car pour Figuig, la loi 83-21¹⁰, adoptée dans un temps record en juillet 2023, est une rupture brutale avec le Haq l-ma, ce droit à l'eau inaliénable. Comme le souligne Abdeslam El Kouch, membre actif de la Coordination, l'eau n'est pas ici un service public au sens administratif classique, mais une propriété collective (Moulkiyya jamma3iyya). Face à une sécheresse structurelle, les habitant.e.s craignent désormais que l'ingénierie moderne, déconnectée des réalités locales, ne puisse résoudre les crises sans prendre en compte l'ingéniosité des méthodes traditionnelles éprouvées par les siècles. “L'eau, c'est la vie au sens littéral et spirituel du terme. Être oasisien.ne, c'est sentir que la terre et l'eau font partie intégrante de ton être, de ton identité. Si l'uniformisation peut s'entendre pour les métropoles, elle est une aberration pour les oasis”, explique Samira Mizbar. Pour elle, vouloir tout transformer en marchandise dans une oasis est une erreur fondamentale d'analyse sociologique. Elle dénonce ainsi une vision purement techniciste et capitaliste qui consiste à croire que l'on peut remplacer une âme par une infrastructure ou une autoroute de l'eau.

Les articles de loi inquiètent tout particulièrement la population. En effet, pour convaincre la population de mettre fin au Hirak, les autorités ont organisé plusieurs rencontres avec les membres de la Coordination prétendant que la SRM est une entreprise étatique, qu'il ne s'agit aucunement de privatisation et qu'il n'y aurait pas de hausse des tarifs, mais la lecture de la loi contredit cet argument. L'article 2 stipule la création d'une Société Anonyme (SA) soumise au droit commercial, avec un but industriel. L'article 3 précise que le capital peut être ouvert au secteur privé, tant que la participation de l'État ne descend pas sous les 10 %, ce qui nous place loin d'une gestion 100 % publique. L'article 4 octroie à la société un droit de servitude et d'expropriation. Enfin, l'article 11 exige que le propriétaire du service mette gratuitement à la disposition de la société l'ensemble des installations et équipements (stockage, canalisations, stations de traitement...). Face à ces dispositifs, les oasisien.ne.s craignent que leur eau soit déviée ou facturée à des prix insoutenables, alors qu'ils ont financé eux-mêmes les infrastructures que l'État veut récupérer gratuitement. “Les gens ont pris conscience qu'il s'agissait bel et bien d'une privatisation. Le Hirak est devenu alors un espace de sensibilisation pour protéger cette gestion ancestrale. La crainte est de subir le modèle de Zagora et ses cultures intensives d'avocats qui ont assoiffé la région”, prévient Fatiha Kadi. En effet, dans la plupart des oasis du Maroc, les palmeraies ont soit connu une tendance à la modernisation, ce qui les a transformées en agro-systèmes très simplifiés, potentiellement plus productifs mais également plus vulnérables face à la raréfaction de la ressource en eau ; soit les palmeraies sont devenues des fonds de décor pour une mise en valeur touristique, ce qui conduit à leur dégradation faute d'entretien.

¹⁰ <https://www.collectivites-territoriales.gov.ma/fr/actualites-juridiques/arrete-du-ministre-de-linterieur-relatif-la-gestion-des-entreprises>
Collectivités territoriales : <https://bit.ly/3OqBhHa>



LA GENÈSE DU HIRAK : SIX PERSONNES ET UN SMARTPHONE

“Beaucoup ont voté sans comprendre qu’il ne s’agissait pas d’un simple changement de management, mais d’une transformation structurelle.”, précise Samira. Un détail historique méconnu accentue ce sentiment de précipitation : la région de l’Oriental n’était pas prioritaire pour l’application de cette loi. La région d’Al Haouz devait ouvrir la marche, mais suite au séisme de septembre 2023, le gouvernement a dû changer ses plans en urgence et a remplacé Al Haouz par l’Oriental. “Le vote au conseil communal a été fixé en octobre 2023 sans que personne, ni la population ni les instances locales, n’ait eu le temps de se préparer à une réforme d’une telle ampleur”, poursuit Samira.

Le point de départ du Hirak fut modeste mais décisif : deux jours avant le premier vote, seulement six personnes manifestent devant la municipalité, dont Fatiha Kadi et Abdeslam Kouch. Un jeune photographe filme ce sit-in de 30 minutes et le diffuse en direct sur Facebook. Ce live, où les griefs étaient clairement exposés, a été l’étincelle. Le 26 octobre 2023, les dix-huit élu.e.s du conseil communal de Figuig, majoritairement issus du Rassemblement national des Indépendants (RNI), parti à la tête du gouvernement, votent d’abord à l’unanimité contre le transfert de la gestion de l’eau potable à la SRM. Le 31 octobre, se tient une session extraordinaire et sur les dix-huit voix, neuf voix sont contre l’adhésion et neuf voix pour. Face à cette égalité parfaite, c’est la voix prépondérante du président qui a finalement fait basculer le résultat, scellant l’adhésion de la commune à la réforme. Le conseil se scinde en deux : neuf élu.e.s s’alignent sur la position du ministère de l’Intérieur, et neuf autres basculent dans une opposition frontale. Le 16 mai 2024, les neuf membres du conseil démissionnent, épuisés par des discussions kafkaïennes et un climat de harcèlement. “Ce sont les femmes élues qui en ont payé le prix, subissant insultes et violences verbales”, précise Samira. Et enfin, le 12 septembre 2024, des élections partielles locales sont organisées. Les militant.e.s du Hirak se sont alors mobilisés au nom du parti de la Fédération de la Gauche Démocratique (FGD) qui remporte à une écrasante majorité les neuf sièges vacants du conseil communal.

Ce blocage a généré une onde de choc mondiale. Très rapidement, toute la diaspora originaire de Figuig s’est organisée au Maroc et à travers le monde. La Coordination locale pour le plaidoyer sur les affaires de l’Oasis de Figuig est née de ce sentiment d’injustice. Cette structure, chargée de la logistique et de la stratégie du mouvement depuis plus de deux ans, repose sur un équilibre subtil. Ses dix-huit membres sont issus de toutes les mouvances sociales et politiques de Figuig, mais l’efficacité du groupe tient à une règle d’or : “Nous avons tous et toutes posé nos casquettes partisans et idéologiques pour défendre une seule et même cause, celle qui nous unit toutes et tous : l’eau. C’est cette diversité, transformée en cohésion, qui permet au mouvement de persister”, explique Fatiha Kadi. La Coordination ne se contente pas de gérer les manifestations ; elle mène aussi un combat sur tous les fronts pour sortir Figuig de son isolement frontalier. Elle cherche des ressources, interpelle sur l’absence d’industrie et s’inquiète de l’exode des jeunes.

Pour casser l’élan du Hirak et faire plier l’opposition, les membres du Comité de la Coordination font face à des harcèlements, sont accusés d’être contre un projet de société ou d’agir par vengeance politique. “Pourtant, notre mouvement est strictement citoyen et non politisé. Il regroupe toutes les composantes de la société”, précise Fatiha Kadi. “Nous ne demandons pas la charité, nous demandons un État qui protège ses citoyens et respecte leur avis lorsqu’il sollicite leur participation. On ne peut pas demander l’avis du peuple et le punir lorsqu’il répond non”, accuse pour sa part Samira Mizbar. Malgré un recours, le tribunal administratif a donné raison à l’administration centrale. Mais les Figuiguis ont décidé de ne pas flancher et ont fait appel car pour eux, ce n’est plus seulement une question d’eau, c’est une question de dignité démocratique.

DÉMISSIONNER POUR RÉSISTER : LE PRIX DU REFUS

Zoubida Benali fait partie des élu.e.s qui ont démissionné. Pourtant, son entrée en politique n'était pas un plan de carrière, mais une extension de son engagement terrain. Travaillant au sein d'une institution étatique liée à l'agriculture, elle passe ses journées au contact des agriculteurs et des coopératives de femmes. Ce sont eux et elles qui, en 2021, l'ont poussée à se présenter. Elle accepte alors de se présenter comme élue sous les couleurs du Rassemblement national des indépendants (RNI), avec l'espoir que son réseau national et international puisse enfin porter la voix des oasisien.ne.s dans les cercles de décision. "Je voulais que nous, les gens de Figuig, soyons maîtres de notre propre destin", confie-t-elle. Une fois élue, elle s'investit sur deux fronts qu'elle juge vitaux : l'autonomisation économique des femmes et le développement du tourisme. Mais s'imposer en tant que femme dans cet univers n'est pas chose aisée, et le véritable test de sa loyauté ne tarde pas à arriver avec l'annonce de la loi 83-21.

Le point de bascule survient lorsque la majorité de son propre parti décide d'adopter le texte. Zoubida tente d'abord le dialogue, réclamant des assemblées participatives pour expliquer les enjeux aux habitant.e.s, convaincue que l'on ne peut comparer une oasis à une ville et que la spécificité de Figuig — et de toutes les oasis du Maroc — est ici bafouée. Elle entre alors en opposition interne, espérant encore faire bouger les lignes depuis Rabat, avant de se heurter à un mur. "Au sein de mon parti, j'ai ressenti une profonde discrimination. J'ai compris que j'avais été utilisée pour remplir un quota de femmes. On attendait de nous que nous soyons des pantins dont l'avis ne compte pas", analyse-t-elle avec amertume.

Refusant de trahir ses électeurs et électrices pour l'intérêt d'un appareil politique, elle démissionne du Conseil. Pour elle, la base de la démocratie est simple : un.e élu.e revient vers le peuple pour répondre à ses besoins, et si l'intérêt des gens n'est plus considéré, le siège perd son sens. Mais cette rupture a eu un prix. Zoubida subit d'énormes pressions au sein de son travail. Pourtant, elle affirme n'avoir aucun regret : "cette épreuve n'a fait que renforcer ma conviction".

Aujourd'hui, elle a rejoint la Coordination, troquant les couloirs de la municipalité pour la place publique, là où la voix des habitant.e.s résonne vraiment. Lorsqu'elle se retrouve au cœur des sit-in, elle est souvent envahie par l'émotion. En voyant les femmes venir la remercier d'avoir choisi leur camp plutôt que celui du conseil, elle sait qu'elle est à sa place. Elle observe ces gardiennes d'un trésor qui ne reculent jamais, ni devant le soleil de plomb, ni devant le froid cinglant. "Leur détermination, leur engagement et leur militantisme est quelque chose de magique", avoue-t-elle.

Au sein de la coordination, Zoubida, au côté des autres membres, joue désormais un rôle pédagogique essentiel. Elle sait que la résilience de Figuig naît de la transparence. Durant les rassemblements, elle s'attache à expliquer les avancées techniques et les échanges avec l'administration, veillant à ce que personne ne soit exclu du débat. Ce travail de traduction systématique en amazigh et en arabe permet de maintenir une mobilisation consciente et informée. Pour Zoubida, ce combat est une défense de l'intégrité même du Maroc. Elle rappelle sans cesse que les oasisien.ne.s ne sont pas opposés à la modernité, mais qu'ils/elles refusent qu'elle se construise sur les décombres de leur culture. "À Figuig, nous sommes comme des soldats. Nous protégeons notre terre sur deux fronts : contre la sécheresse qui avance, mais aussi comme gardiens de cette frontière avec notre voisine, l'Algérie. Défendre ce patrimoine, c'est défendre l'intégrité même du Maroc", martèle-t-elle. Pour elle, protéger ce système millénaire d'une ingéniosité incroyable est un devoir sacré, car effacer ce mode de gestion reviendrait à effacer l'identité même de l'oasis.



LE HIRAK : UN COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

Pour Samira Mizbar, le Hirak de l'eau dépasse le cadre d'une simple contestation technique; il prend sa source dans un sentiment profond de trahison. "Une décision, prise par ceux qui étaient censés représenter la population, a été dévoyée", explique-t-elle avec fermeté. Soucieuse de rester inattaquable, la Coordination a fait le choix stratégique de se concentrer sur une revendication unique : la question de l'eau et la loi 83-21 "pour éviter tout amalgame avec d'autres luttes, comme le Hirak du Rif", précise Fatiha Kadi. Cependant bien que le problème apparaisse technique et administratif, il révèle une crise profonde de la gestion de la vie politique. "Nous sommes le dernier poteau du Maroc. Vivre ici, c'est vivre avec l'Algérie pour seule voisine, entouré.e.s de montagnes et ne disposant que d'une seule issue. Figuig n'est pas seulement une oasis, c'est une sentinelle frontalière. Cette position géographique a un prix : celui de la marginalisation, de l'injustice, de la hogra, et de la perte progressive de nos terres, la dernière en date est celle de Al Arja en 2021¹", insiste Fatiha Kadi. Et c'est cet "enclavement qui fait de l'eau le sang même des oasis.ne.s", comme le dit si bien Fatiha.

L'opposition à la loi 83-21 repose également sur un conflit de valeurs radical. Le texte prévoit l'imposition d'une Société Anonyme (SA) pour gérer la ressource. Pour Samira Mizbar, l'étiquette étatique ne change rien au fond du problème : "Une SA est une entreprise. On veut transformer l'eau, qui est la condition sine qua non de la vie, en une marchandise que l'on facture. C'est inacceptable, d'autant plus qu'une grande partie de la population n'en a tout simplement pas les moyens". Selon elle, ce basculement vers une logique marchande semble témoigner d'un État qui ne sait pas comment appréhender la spécificité des oasis, particulièrement dans une zone frontalière enclavée où la pression territoriale est constante. Face à cette impasse, les manifestant.e.s ont saisi la Médiation du Royaume. Si, pour l'instant, aucun résultat tangible n'est apparu, la reddition n'est pas une option. "Laisser tomber reviendrait à quitter Figuig. Et cela n'est même pas envisageable", martèle Samira.

"LA SAGESSE OASIENNE APPLIQUÉE À LA POLITIQUE"

Cette détermination s'est aussi forgée à travers une évolution lente de la stratégie de protestation. Fatiha Kadi se souvient des premiers temps du mouvement, marqués par une certaine forme de candeur. "Au début, l'élan était quotidien. Nous étions convaincus que "là-haut", les décideurs ignoraient simplement la spécificité de notre oasis. Nous pensions qu'il suffirait qu'ils apprennent ce qui se passait pour que le problème soit résolu immédiatement". C'est cet espoir qui a nourri la ferveur des premiers sit-in journaliers. Mais face au silence prolongé des autorités, les manifestant.e.s ont dû apprendre l'art de la durée. Ils/elles ont marché des kilomètres, inlassablement, avant d'adapter leur rythme pour éviter l'épuisement. De manifestations quotidiennes, souvent dans des quartiers et des endroits différents, le mouvement est passé à deux rendez-vous par semaine, pour finalement se stabiliser le vendredi. Pour Fatiha, cette gestion du temps est "une forme de sagesse oasienne appliquée à la politique" : savoir économiser ses forces pour tenir sur le long terme. "Cette décision d'espacer les sit-in a été prise en commun accord avec les manifestant.e.s. Ce choix stratégique a permis de libérer du temps pour d'autres formes de lutte, toujours pacifiques, notamment le plaidoyer auprès des instances publiques et des syndicats", précise Fatiha.

L'une des plus grandes victoires de la Coordination a été de briser le siège géographique de Figuig en construisant des Alliances nationales de soutien. Une coalition de vingt-quatre membres, regroupant des syndicats, des associations de droits humains et des mouvements féministes, a vu le jour. Ces soutiens ont convergé vers l'oasis lors d'une caravane solidaire, partie de Casablanca vers Figuig en passant par plusieurs villes, et qui a regroupé près d'une cinquantaine de participant.e.s. "En venant ici, ils ont vu de leurs propres yeux l'équité de notre répartition de l'eau", raconte Fatiha Kadi. Cette force de frappe nationale a permis au Hirak de s'inviter là où on ne l'attendait pas : au cœur du Parlement pour une journée d'étude, et dans les grandes conférences nationales et internationales traitant du stress hydrique et des changements climatiques. La Coordination a ainsi réussi à prouver que le problème de Figuig n'était pas un simple différend local, mais un enjeu de souveraineté et de droits humains. Le mouvement a également inventé ses propres symboles, dont la célèbre Marche du Haïk, qui a porté l'image des femmes de Figuig à travers le monde.

11. <https://medias24.com/2021/03/16/figuig-voici-les-causes-historiques-et-recentes-de-lexpulsion-des-fermiers/>



BRISER L'ENCLAVEMENT MÉDIATIQUE : LA LUTTE 2.0

L'un des piliers également de cette endurance a été la capacité du mouvement à briser l'enclavement géographique de Figuig par la technologie. De ce fait, Samira Mizbar voit dans l'émergence d'un média local citoyen l'un des effets les plus positifs du Hirak. Des volontaires se sont organisés pour transmettre en temps réel, via les réseaux sociaux, les images et les nouvelles de la place de la municipalité. Ces canaux ont ainsi permis de maintenir un lien organique avec ceux et celles qui ne sont pas physiquement présents. Grâce à cette réactivité numérique, la diaspora et le reste du Maroc ont pu suivre la lutte minute par minute. Ce n'est plus seulement une oasis isolée qui manifeste, mais une communauté globale, connectée par une revendication commune de dignité.

Les jeunes se sont également emparés du mouvement. S'ils sont moins visibles lors des sit-in physiques, ils constituent le véritable rempart numérique du mouvement. Très actifs sur les réseaux sociaux, ils ont créé une culture propre au Hirak, transformant la contestation en un objet culturel vivant. Ils composent des chansons sur l'oasis et les politiques publiques, détournent les codes et diffusent l'information avec une réactivité fulgurante. Aujourd'hui, le slogan "La li Charika" (Non à la société) a dépassé le stade de la simple opposition technique. Il est devenu un symbole d'adhésion, un cri de ralliement qui unit les générations et la diaspora. Pour la Coordination, cette présence est vitale : elle garantit que le combat pour l'eau est aussi un combat pour l'avenir. "Et si ce mouvement dure depuis maintenant plus de deux ans, c'est grâce à la force des femmes et à cet engagement de tous les instants que nous ne pouvons plus trahir."

LE HAÏK : UNE ARMURE DE LAINE

En effet, la véritable locomotive du Hirak, ce sont les femmes. Les premières images qui ont fait le tour du monde montraient ces vagues de haïks blancs massées devant la municipalité. Pour Samira Mizbar, socio-économiste, certains y ont vu, à tort, le signe d'une population soumise qui se cache. La réalité est bien plus fine : "Si le haïk est habituellement le vêtement des anciennes ou de celles qui travaillent dans les parcelles, les manifestantes ont délibérément décidé de le porter comme un outil stratégique pour toucher l'opinion publique. Et cela a fonctionné." Loin d'être des suiveuses, elles sont le moteur de la vie et de la contestation dans l'oasis. Elles ont inventé un militantisme total : slogans, poèmes, sit-in rotatifs par quartier, marches nocturnes à la lueur des téléphones et concerts de casseroles. "Grâce à elles, une conscience écologique et politique est née", affirme Samira Mizbar.

Pour Zoubida Benali, cette uniformité crée une barrière infranchissable de dignité. "Pour nous, sortir en haïk était un geste naturel, une habitude quotidienne. Nous n'avions pas prévu que ce vêtement deviendrait notre signature internationale. Ce drapé blanc a mis Figuig sous les projecteurs", confie-t-elle. Fatiha Kadi ajoute que ce vêtement est l'écho de combats anciens : "C'est le symbole d'une lutte qui ne

date pas d'hier. C'est l'écho des résistances contre le colonialisme et durant les années de Plomb. Les femmes de Figuig ont toujours été des résistantes de l'ombre : elles transportaient les armes, soignaient les blessés, cachaient les combattants. Ce passé de résistance fait d'elles un exemple pour tout le Maroc. En revêtant le haïk, elles protègent leur dignité face à ce qu'elles nomment un nouveau colonialisme néolibéral". Sous ce blanc immaculé, la colère est calme mais séculaire. Le haïk est une armure qui permet d'être invisible tout en étant invincible. Fatiha tient à préciser que ce symbole ne doit pas masquer la modernité de ces femmes : "Voir une femme en haïk ne signifie pas qu'elle est analphabète. Figuig a instauré une éducation inclusive dès les années 50. Le taux de scolarisation a toujours été exceptionnellement élevé ici. Et, grâce au Hirak, le haïk est devenu l'emblème mondial de l'activisme social des femmes pour l'eau. Sa force réside dans sa couleur, ce blanc immaculé qui symbolise notre détermination. Ce blanc est aussi celui de la connaissance et de la conscience politique."



LA MÉMOIRE DE L'EAU

Cette implication massive n'est pas le fruit du hasard, mais le prolongement d'une gestion séculaire. Historiquement, ce sont les femmes qui ont toujours valorisé et géré la ressource. Fatima, 66 ans, porte en elle les échos d'une oasis que la nouvelle génération n'a connu que par la parole des anciens. Ses yeux s'illuminent lorsqu'elle évoque sa jeunesse au cœur de la palmeraie : "Mes souvenirs d'enfance sont indissociables de nos jardins, les Jnanates. Il y avait le bassin (Sarij) et cette magnifique séguia où nous nous baignions... Nous avons vécu une enfance bercée par l'abondance et par le murmure de l'eau dans les seguias", confie-t-elle. Pour Fatima le lien est viscéral : "L'eau, c'est la vie. Sans eau, tu as soif et tu meurs. Tu restes dans la saleté et tu tombes malade. L'eau, c'est tout. Et surtout pour la femme. C'est elle qui l'utilise le plus à la cuisine, pour le ménage, la lessive, l'irrigation du jardin... Que ferais-tu sans cette ressource ?". Cette conscience de la fragilité de la vie oasienne nourrit une détermination farouche. "Nous sommes dans le Maroc des hommes libres. Nous sommes à Figuig Al horra (la libre). Mon pays n'a jamais ployé, il n'a jamais cédé. Ses hommes sont des héros, sa jeunesse est courageuse, ses femmes sont libres. Nos montagnes sont de feu. Je suis un ouragan, je suis un volcan, je suis une révolution. Je suis une Marocaine libre, et Figuig restera libre", chante Fatima. Aujourd'hui, alors que l'exode pousse les hommes vers la migration, ce sont elles qui tiennent l'économie de l'oasis, de l'agriculture au commerce. Et si elles sont au cœur du mouvement, c'est pour une raison pragmatique : elles sont restées veiller sur l'oasis, leur terre et leur eau.

Fatima Kandar, 63 ans, incarne cette force tranquille. Elle porte en elle l'histoire des sept ksour de Figuig. Présidente d'une coopérative de laine spécialisée dans le selham traditionnel de Figuig et présidente de l'association el ksour li ihyae tourat el mahalia, elle milite pour la valorisation du patrimoine matériel et

immatériel de Figuig. Dans son combat contre l'implantation de la SRM, elle utilise la poésie comme une arme et le haïk comme une armure. "Je n'ai jamais mis les pieds à l'école, mais les mots savent où me trouver. Les poèmes viennent à moi tous seuls. Et grâce au Hirak, ma voix a été entendue partout, et même si deux ans c'est long, ma voix ne faiblira pas", dit-elle. Pour elle, la peur de la privatisation (SRM) est liée à une vision très concrète du désastre écologique : "Nous craignons qu'elle nous arrache nos séguias, nos lavoirs, notre autonomie. Nous avons vu ce qui s'est passé dans d'autres oasis : l'agriculture intensive, les plantations d'avocats qui vident les nappes pour le profit. Figuig disparaîtra si l'on suit ce modèle." Malgré la gravité de l'enjeu, le mouvement reste exemplaire par sa non-violence. "Notre force, c'est notre calme. Pas une vitre brisée, pas un débordement. Juste une détermination de fer. Et le haïk est notre symbole de paix et de dignité", poursuit Fatima. En effet, lors du sit-in, cette uniformité crée une barrière infranchissable de dignité. Pour ces femmes, l'eau n'est pas une facture à payer, c'est le sang de l'oasis.

Aujourd'hui, grâce à ces gardiennes du temple, Figuig a gagné en visibilité : les gens viennent de partout pour visiter la palmeraie, découvrir son savoir-faire en matière de gestion d'eau, et comprendre comment ce mouvement persiste, avec autant de ferveur, depuis plus de deux ans. "J'ai toujours comparé les femmes de Figuig à nos palmiers. Le palmier est d'une résistance absolue : il ne consomme que le strict nécessaire pour survivre, mais il est capable de déployer ses racines sur des distances incroyables pour aller chercher la moindre trace d'humidité. Les femmes d'ici sont pareilles. Elles sont résilientes, ancrées et prêtes à tout pour protéger notre eau. L'oasis ne bougera pas, et nous non plus", affirme Zoubida en souriant.

“
MA VOIX NE FAIBLIRA PAS
”

“
NOUS N'AVONS PAS
CONNU LA SOIF
”

UN MILLION DE MINUTES DE DIGNITÉ

Le soleil décline sur les montagnes entourant Figuig, embrasant le ciel de l'Oriental d'un dégradé de feu, entre rouge sang et ocre cuivré. “Quand tu vois du rouge à l'horizon, cela veut dire que demain il fera beau”, glisse Fatiha Kadi avec un sourire empreint de cette sagesse oasienne qui ne plie jamais. Dans ce “dernier poteau du Maroc”, comme elle aime appeler son oasis, l'espoir n'est pas une option, c'est une nécessité vitale.

Le 26 septembre 2025, une date désormais gravée dans les mémoires locales, le mouvement a franchi un cap vertigineux : un million de minutes. Un million de minutes de résistance, de sit-in sous le soleil de plomb ou dans le froid cinglant des montagnes, de marches blanches et de slogans scandés d'une seule voix. Samira Mizbar qualifie ce sursaut civique de bascule : “Il y aura clairement un avant et un après Hirak. Avant, nous étions sur une pente descendante. Les idéaux se perdaient, les services publics périlclitaient. C'était une période noire où les grilles de valeurs étaient brisées. Les gens coulaient en silence. Et puis, le Hirak est arrivé. Tout le monde s'est levé”. Ce mouvement a permis de “frapper au sol pour remonter”, réveillant un intérêt massif pour la chose publique et une volonté de se prendre en main. Au-delà de l'abrogation de la loi 83-21, Figuig réclame aujourd'hui un statut d'exception. La population demande que l'État reconnaisse enfin la singularité de leur écosystème. “On ne gère pas une oasis millénaire, classée au patrimoine mondial de la FAO, comme une banlieue urbaine. En bousculant les politiques publiques, les femmes rappellent que l'État ne peut ignorer la spécificité des oasis. Toucher aux droits privés sur l'eau, c'est porter préjudice à l'intégrité même des habitant.e.s”, souligne Fatiha Kadi.

Alors que le Maroc a traversé sept années de sécheresse intense, Figuig semble tenir bon. Pour Zoubida Benali, cette résilience n'est pas un miracle, mais le fruit justement de ce savoir-faire ancestral et la preuve de leur capacité à s'autoréguler. “Les changements climatiques ne nous affectent pas de la même manière ici car nous maîtrisons l'art de préserver l'eau et de consommer avec une modération absolue”. Selon elle, paradoxalement, les précipitations irrégulières et violentes de ces dernières années ont permis une recharge efficace de la nappe. “Nous n'avons pas ‘connu la soif’. Cela prouve que ce modèle de gestion est, par essence, une réponse durable au changement climatique”, affirme Zoubida, qui rêve d'un Musée de l'agriculteur pour protéger tout ce patrimoine porté par des experts comme Majid. Son objectif est clair : faire rayonner Figuig, préserver ses traditions, ses habits et ses coutumes pour que l'oasis ne soit pas seulement un vestige du passé, mais “qu'elle continue à exister, fière et souveraine”.

En quittant l'oasis, alors que les lumières des ksour s'allument une à une, une image reste : celle de Fatima, la poétesse, marchant le long de la faille géologique qui sépare le plateau de la plaine. Sa voix traverse les palmiers, survole les séguias et semble défier l'avancée du désert. Figuig est bien plus qu'une escale au bout de la route. C'est un rempart contre l'ensablement, mais surtout un rempart contre l'oubli. Tant que les habitant.e.s garderont les clés de leurs sources, l'oasis continuera de respirer. Car à Figuig, on a appris depuis longtemps que l'eau, comme la liberté, ne se mendie pas : elle se défend.

ENCADRÉ

TOUGHAY, LE BASTION DES FEMMES

Dans la pénombre fraîche de Toughay, le rythme sec du linge battu contre la pierre se mêle au murmure constant de la source. Nous sommes à Hammam el Fogani, l'un des sept ksour de l'oasis. Pour les femmes oasiennes, les lavoirs publics comme celui-ci sont bien plus que des commodités : ils constituent le cœur battant d'un patrimoine matériel présent dans chaque ksar, qui en compte parfois deux ou trois. C'est sur la source souterraine éponyme qu'a été bâti Toughay, une eau réputée pour guérir les maladies de peau, des reins, et apaiser instantanément la fièvre des plus petits. L'espace y est savamment divisé entre le linge et la toilette. "C'est incroyable, naturellement, l'eau est fraîche en été et chaude en hiver", explique Zoubida Benali. Mais Toughay est bien plus qu'un lavoir à ciel ouvert. C'est un refuge où les langues se délient en toute intimité, où les joies éclatent et les peines se partagent, et où se forge l'opinion publique féminine.

C'est ici que nous retrouvons Fatima Kandar, la poétesse de Figui. Alors que nous traversons la palmeraie, sa voix résonne, chantant l'eau, les palmiers et la blessure d'El Arja, ce territoire agricole dont la perte en 2021 reste une cicatrice vive pour les habitant.e.s. "L'eau n'est pas une simple ressource, c'est une bénédiction, un souffle. Pour nous, les femmes, ce lien est charnel. Toughay est l'endroit où nous respirons. On s'y échange des recettes, des conseils de vie, on y accueille les nouvelles venues pour les intégrer à la grande famille de l'oasis. C'est notre espace de liberté et d'expression", dit Fatima. Selon elle, l'existence même de Toughay est le fruit d'une conquête historique. Elle raconte avec fierté comment, jadis, les femmes ont dû protéger leur chantier contre les agriculteurs qui craignaient pour leur irrigation : "Chaque

nuît, les hommes détruisaient les murs bâtis le jour. Alors, les femmes ont organisé des tours de garde, protégeant leurs pierres jusqu'à l'achèvement du lavoir. C'était déjà du militantisme pur", confie-t-elle.

Aujourd'hui, cet héritage est préservé par un comité de sept femmes. Une rénovation majeure,¹² achevée en juillet 2025, a métamorphosé le site sans en trahir l'âme. Toughay dispose désormais de sanitaires et de machines à laver et à sécher alimentées par l'énergie solaire, particulièrement précieuses pour les textiles lourds comme les couvertures. Un système de sécurité protège les femmes dans ce lieu isolé des habitations, tandis que des pierres naturelles rugueuses, placées entre les bassins d'eau et les canalisations, permettent de perpétuer la gestuelle millénaire du frottement manuel. Un prix symbolique a également été mis en place permettant de rémunérer les membres du comité et assurer l'entretien du site, créant ainsi une véritable économie de l'entraide. "Ce projet a été mis en œuvre pour renforcer le leadership des femmes dans la gestion de l'eau, créer des espaces inclusifs, et souligner l'importance de préserver cet héritage", précise Zoubida.

L'ingéniosité de Toughay réside aussi dans sa capacité à ne pas polluer l'oasis. Pour filtrer l'eau savonneuse, des canalisations séparées ont été installées. Ce système de filtrage garantit que les résidus chimiques ne se mélangent jamais à l'eau d'irrigation. "Nous avons conscience de la fragilité de ce trésor. Il est donc important de ne pas le gaspiller et le polluer. En préservant l'eau, nous préservons la santé de nos enfants", conclut Fatima.

¹² La rénovation a été réalisée dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec l'association locale Annahda, le Forum des femmes pour le développement durable, Cities Alliance, et l'UNOPS, et avec le soutien de la France



À PROPOS DE L'ÉTUDE

Autrice : Dounia Z. Mseffer

Éditeur : Heinrich-Böll-Stiftung Rabat – Maroc

Coordination : FatimaZohra Lamrani, Hamza Boulahdid

Date de publication : Décembre 2025

Conception et impression : GraphoPub

Copyright photo : Dounia Z. Mseffer



Publié par la Heinrich-Böll-Stiftung Rabat – Maroc, 2025.

Vous êtes autorisé à partager, distribuer et communiquer ce matériel par tous les moyens et sous tous formats, selon les conditions suivantes : Attribution – Vous devez créditer l'œuvre, intégrer un lien et indiquer si des modifications ont été effectuées ; Pas d'utilisation commerciale – Vous n'êtes pas autorisé à vendre tout ou une partie du matériel composant cette œuvre ; Pas de modifications – Si vous effectuez un remix, transformez ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'œuvre modifiée.

La Fondation Heinrich Böll Rabat – Maroc ne peut être tenue pour responsable de l'usage de ce document par des tiers.

■■■ HEINRICH BÖLL STIFTUNG
RABAT
Maroc

Heinrich Böll Stiftung Rabat - Maroc
The Green Political Foundation

33, Rue Abou Derr, 10080 Rabat, Maroc
ma-info@ma.boell.org
www.ma.boell.org